

RÉSISTANCE SOCIALE

Le mot de la présidente



LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

Si décembre est traditionnellement le mois du Père Noël, on ne peut pas dire que les salariés soient couverts de cadeaux cette année. Le chômage continue sa progression, le SMIC, une fois de plus, ne sera augmenté que du strict minimum obligatoire et les conditions de travail ne vont pas en s'améliorant. Mais le bouclier fiscal est maintenu pour les plus riches !



Pour tenter de faire oublier les échecs patents de sa politique économique et sociale, Nicolas Sarkozy a lancé le débat sur l'identité nationale, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'apporte pas grand-chose, si ce n'est des dérapages plus ou moins contrôlés. Tantôt, c'est un ministre qui reconnaît les contrôles de police au faciès, une secrétaire d'Etat qui s'en prend à la tenue vestimentaire et au langage de jeunes issus de l'immigration, ou encore un maire UMP qui fait ouvertement l'amalgame entre immigration et insécurité...

Il est temps que cesse ce débat qui contribue plus à dresser les Français les uns contre les autres qu'à renforcer les liens sociaux entre eux, ceux-ci étant déjà mis à mal par la casse des services publics et le chacun pour soi de la politique libérale.

En cette fin d'année, alors que s'installe le froid, on me permettra d'avoir une pensée particulière pour tous les sans-abri que génère cette politique, pour ce million d'hommes et de femmes qui vont se retrouver en fin de droits en 2010 avec comme risque principal de se voir eux aussi jetés à la rue.

2010 risque bien d'être l'année d'une grande crise sociale succédant à la crise financière. On se gardera bien de pronostiquer des luttes de grande ampleur, même si la volonté du gouvernement de légiférer à nouveau sur les retraites pourrait être le catalyseur que tout le monde attend.

Malgré les tentatives de mobilisation, malgré la votation citoyenne, le changement de statut de la Poste paraît inéluctable. La mobilisation devra néanmoins continuer pour empêcher que ce nouveau statut ne conduise à la privatisation de l'opérateur public.

La loi Bachelot sur l'hôpital produit ses premiers ravages, provoquant, malheureusement avec retard, des réactions de médecins hospitaliers qui semblent découvrir ce que le collectif de défense et les organisations syndicales de salariés de la FPH ne cessent de dire depuis plus d'un an.

Quant au grand emprunt, il apparaît surtout comme un moyen d'accélérer encore un peu plus la politique libérale de Nicolas Sarkozy, notamment avec la multiplication des contrats publics/privés. Comme l'ont remarqué certains syndicats, il ne servira, en revanche, à financer aucune mesure sociale.

Et, pendant ce temps-là, les ministres de l'UMP dansent et font la fête ! Quel contraste !

Nous ne resterons pas les bras croisés pour autant. Plus encore qu'en 2009, nous entendons agir pour défendre les services publics. Au lendemain du lancement des Etats Généraux, auquel nous avons participé, des décisions concrètes devront être adoptées pour que les aspirations d'une large majorité de nos concitoyens soient prises en compte et pour que ceux-ci se sentent véritablement partie prenante d'un combat qui les concerne.

Mais la résistance sociale ne se limite pas aux services publics. Dans le privé aussi, il faut agir, contre les licenciements, contre la destruction du droit du travail, pour une revalorisation des salaires... Plus que jamais, nous devons agir ensemble, syndicalistes, militants associatifs et politiques.

Enfin, malgré les nuages qui s'amoncellent, permettez-moi de vous souhaiter, en mon nom et en celui de Résistance Sociale, une bonne et heureuse année 2010 !

Marinette BACHE

SOMMAIRE

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité internationale

p3 à 5 : 2010 hôpital,
retraites, sécurité sociale

p6 : Lancement des états
généraux pour le service
public

p6 : Les bras m'en tombent

p7 : Hausse du SMIC

p7 : Attention, Bolkestein
revient !

p8 : Coup de gueule

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

BOLIVIE

D'abord, nos félicitations à Evo Morales, réélu président de la république avec 66% des voix. Preuve que le programme de réformes sociales mis en œuvre depuis plusieurs années porte ses fruits.

GRECE

Le Front de lutte syndical (PAME), proche du parti communiste (KKE), et le rassemblement de la gauche radicale SYRIZA, ont appelé à une grève générale le 17 décembre dans l'ensemble du pays contre les mesures d'austérité du gouvernement socialiste.

Les deux grandes confédérations syndicales, la GSEE (600.000 adhérents) pour le privé et l'Adedy (200.000 membres) pour la fonction publique, toutes deux dirigées par des socialistes, n'ont pas voulu pour le moment s'associer au mouvement.

Sous la pression des marchés et de ses partenaires européens, M. Papandréou a annoncé lundi un premier train de mesures imposant une cure d'austérité à la fonction publique, notamment une réduction de 10% des dépenses, un gel pour les salaires de base supérieurs à 2.000 euros et un coup de frein aux embauches en 2010.

BELGIQUE

Une grève de 24 heures décidée en front commun syndical (FGTB, SETCA, CSC et CNE) a été observée le 16 décembre, par les 1.400 travailleurs de l'entreprise Techspace Aero située aux Hauts-Sarts à Herstal pour protester notamment contre le changement des périodes de congés annuels.

ETATS-UNIS

La réforme du système de santé américain a franchi le 21 décembre une nouvelle étape avec un vote positif des 60 élus démocrates au Sénat.

Ce vote, acquis en pleine nuit, permet d'éviter les manoeuvres d'obstruction (filibustering) de la part des Républicains qui auraient pu empêcher l'adoption de la loi avant Noël.

Ce vote est la première d'une série de trois étapes de procédure devant conduire à l'adoption définitive de la loi par

le Sénat avant Noël. Un autre scrutin aura lieu mardi 22 au matin, et un dernier mercredi 23 après-midi.

Il se peut ainsi que le projet du Sénat soit adopté en séance plénière jeudi 24, à la veille de Noël. Mais si jamais le texte de loi ralliait moins de 60 voix, il serait renvoyé à l'année prochaine, ce qui donnerait du temps aux républicains pour consolider leur contre-attaque.

Lorsque le Sénat aura adopté son propre projet de loi sur la réforme de la santé, il devra fusionner avec celui adopté le 7 novembre par la chambre des Représentants.

Pour cela, de délicates négociations s'annoncent. Lorsqu'un texte de compromis aura été trouvé, il devra encore être adopté par les deux chambres du Congrès pour que Barak Obama puisse le signer.

Le projet de loi élaboré par le Sénat prévoit d'étendre la couverture médicale à 30 millions d'Américains qui n'en ont pas encore, d'élargir le champ du programme Medicaid, destiné aux pauvres, ou encore d'interdire aux compagnies d'assurances de refuser un contrat à une personne ayant des antécédents médicaux. (source : Reuters)

ALLEMAGNE

A l'occasion de la publication, le 14 décembre, de son rapport annuel sur les services postaux le président de l'Agence des réseaux, régulateur allemand du marché postal, a encouragé les consommateurs à expédier leurs lettres et paquets via d'autres opérateurs que Deutsche Post. Il veut favoriser le développement de la concurrence dans le secteur.

Deutsche Post garde en effet une position dominante sur le marché postal allemand qui génère en 2009 un chiffre d'affaires annuel de 27 milliards d'euros dont 17 pour le marché du colis et de l'express. En 2008, la part des nouveaux entrants dans la distribution du courrier n'était que de 10 %, selon l'Agence des réseaux.

La commission d'experts met en cause l'introduction depuis début 2008 d'un salaire minimum pour les facteurs. C'est d'après eux ce qui a obligé les concurrents de Deutsche Post à supprimer massivement des emplois et des offres de services. (source AFP)

2010 : hôpital, retraites, sécurité sociale : contrer la grande offensive de Nicolas Sarkozy

Par Jean-Claude CHAILLEY

Ordonnance du 4 octobre 1945 :

« Il est institué une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir **les travailleurs**

et leurs familles contre les risques de toute nature.....

L'organisation de la Sécurité sociale assure dès à présent le service des prestations

... concernant les assurances sociales, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales et de salaire unique..... »

Denis Kessler :

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance [...]. Il est grand temps de réformer, et le gouvernement s'y emploie [...] **La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception... Il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance**».

Denis Kessler, au nom des assureurs, du MEDEF, synthétise le programme de « réformes » de Nicolas Sarkozy : détricoter la République.

La Sécurité Sociale est un pilier majeur de notre modèle social républicain, et fait même partie de notre identité. Elle est menacée.

Des années de régression

Déjà 18 % des Français hésitent à se faire soigner.

Depuis des années, les régressions s'enchaînent : franchises médicales, déremboursements, dépassements d'honoraires, numerus clausus, fermetures ou fusions d'hôpitaux, de maternités, de cliniques, apparition de déserts médicaux, réforme des retraites du privé, puis du public, ...

La part de soins non remboursés augmente rapidement. Les tarifs des mutuelles et complémentaires santé flambent (+ 40 à 50 % depuis 2001). 18 % des Français retardent les soins.

L'IVG n'est pas interdite, mais son accès est rendu de plus en plus difficile.

Depuis les décrets Balladur de 1993, les retraites ont chuté de 30 %, y compris pour les cadres.

Après le vote de la loi Bachelot, loi de privatisation et de rationnement des soins, le gouvernement accélère :

La LFSS 2010 (loi de financement de la Sécurité Sociale), les décrets, prévoient une augmentation du forfait hospitalier de

16 à 18 €, de nouveaux déremboursements, l'imposition des arrêts de travail, menacent la DMA (es 8 trimestres accordés aux femmes par maternité pour leur retraite).

De nombreuses maternités, 182 blocs chirurgicaux, doivent fermer.

Même le remboursement à 100 % des longues maladies, souvent mortelles, est remis en cause (pression sur les médecins pour qu'ils ne l'accordent pas, cancer déclaré guéri sur ordre présidentiel au bout de 5 ans !).

Victimes de la même politique, pratiquement tous les hôpitaux de France se heurtent aux mêmes difficultés budgétaires, menaçant directement la qualité des soins.

La carte des fusions, fermetures d'hôpitaux et maternités couvre hélas toute la France et donne lieu à des mobilisations importantes des personnels et populations concernés. Les franciliens en ont souvent moins conscience, mais en région parisienne aussi on ferme, fusionne, restructure.

A l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), après les 2500 suppressions de postes en 2008 et les 1000 suppressions d'emplois de 2009, il est prévu de supprimer à nouveau, chaque année, de 2010 à 2012, 150 emplois de médecins et 1 000 emplois de soignants non médecins.

700 professeurs et médecins, dont des sommités médicales, menacent de démissionner de leurs fonctions administratives.

A la conférence de presse du 11 décembre devant l'AP-HP, des personnels de toutes catégories, et de tous les hôpitaux, et de tous les syndicats (CGT, FO, SUD, CFDT, CFTC, ...) sont venus dénoncer la situation devenue intolérable pour eux-mêmes et pour leurs patients, y compris les bébés.

Résistance sociale leur apporte son total soutien.

Rappelons que la loi Bachelot suit une logique de diminution des qualifications : remplacement du médecin par l'infirmière, de l'infirmière par l'aide soignante, ou, mieux encore, par la famille !

Les « économies » coûtent cher

La meilleure politique, c'est de prévenir, et de soigner le plus tôt possible. Non seulement la prévention est peu présente dans la loi Bachelot, mais l'explosion des sommes restant à la charge des patients, les délais qui s'allongent, en retardant la prise en charge vont directement en sens opposé.

(suite page 4)

(suite de la page 3)

En traitant plus tard, on dépense plus. Les gains réalisés sur le papier ne sont pas au rendez vous. Avec la fermeture des hôpitaux et maternités de proximité, le coût des transports explose (+ 8% / an selon le rapporteur de la LFSS) et, encore, beaucoup sont laissés à la charge de la famille.

Création d'un secteur optionnel risquant de généraliser les dépassements d'honoraires

Objectif : prise en charge par les complémentaires ; conséquence : nouvelle régression pour les assurés. Il y a déjà 6 mds € de dépassements d'honoraires, 2mds € pour la médecine, 4mds € pour les dentistes qui sont à l'avant garde : tarifs élevés, remboursements minimes

Contrôle patronal des arrêts de travail, alors que c'est à la Sécurité Sociale d'exercer ce contrôle.

La France dépense-t-elle trop pour la santé ?

Dépenses de santé des pays développés par habitant et en dollars US (source OCDE 2007) :

Grèce	Irlande	Italie	Pays Bas	Norvège	Espagne	Suède	Suisse
2727	3424	2686	3837	4737	2671	3323	4417

USA	Aut	Belg	Canada	Dan	Finlande	France	Allem	R uni
7290	3763	3595	3895	3512	2840	3601	3588	2920

Contrairement à la propagande médiatique et gouvernementale, **la France est dans la norme de dépenses de santé par habitant des pays développés.**

Pourquoi le classement en % du PIB est-il différent ?

Dans le % de dépenses par rapport au PIB, la France, quoique fort loin des USA, apparaît comme étant avec l'Allemagne...un des pays qui dépense le plus en % / PIB.

Cette apparente contradiction s'explique : **ce ne sont pas les dépenses de santé qui sont trop élevées puisqu'elles sont dans la moyenne, mais le PIB de la France qui est anormalement faible.** C'est la conséquence des politiques suivies qui sont, non seulement injustes socialement, mais inefficaces économiquement. Le déficit sidéral de la balance commerciale (39 mds € en 2007, 53 mds € en 2008, cf. INSEE) est une autre preuve de l'affaiblissement de la France.

La réforme de structure des retraites prévue dès 2010

Au départ, c'est le rendez vous de la loi Fillon de 2003 ; ne pouvant aller jusqu'au bout face à la mobilisation, il a programmé la suite pour 2010. Mais les objectifs se sont élargis. Il s'agit maintenant de remettre en cause la structure des retraites, pour le privé et le public : individualisation (points) au lieu de solidarité par la répartition, assurances

privées, nouvelle diminution drastique des retraites, prises plus tard ou à la carte... Nous aurons l'occasion d'y revenir.

REFORME STRUCTURELLE de la SECURITE SOCIALE « justifiée » par le « trou abyssal » :

Nicolas Sarkozy, le 20 novembre, devant les maires : veut convaincre les collectivités de participer " à l'effort de redressement ". " Nous n'avons pas le choix ", a-t-il précisé, en annonçant la réunion d'une conférence nationale " pour parler du déficit de la France " avec **l'Etat, les collectivités et la Sécurité sociale.**

L'état, les collectivités territoriales, la Sécurité Sociale, appelées à compenser le bouclier fiscal, la baisse de la TVA dans la restauration, la taxe professionnelle, les exonérations de cotisations sociales (32 mds € en 2009 et autant en 2010)... c'est du vrai Sarkozy.

Nicolas Sarkozy à La Seyne (Var): «L'Etat, ce n'est pas simplement l'Etat, c'est la Sécurité Sociale, et c'est les collectivités territoriales. J'appellerai donc à une grande conférence où les collectivités territoriales, la Sécurité Sociale et l'Etat, nous devons prendre ensemble, vis-à-vis des Français, un même engagement de maîtrise de nos dépenses, ... ».

La Sécurité Sociale est financée principalement par les cotisations et non par l'Etat. C'est du salaire dit « socialisé » ou « différé », selon les syndicats. Sa nature est différente de celle de la fonction publique financée par les impôts et les taxes. Nicolas Sarkozy ignore volontairement la différence pour passer le tout à la moulinette de la « lutte contre les déficits », et de la RGPP.

Et, en plus, il demande l'accord des syndicats et partis de gauche !

Au cœur des problèmes de financement : l'emploi et les salaires :

Le triplement brutal du déficit (31 mds prévus en 2010) prouve l'extrême sensibilité à l'emploi et aux salaires. Or, le chômage massif (5 millions toutes catégories de demandeurs d'emploi confondus, cf. INSEE) est lié à la politique économique aggravée par la crise.

On parle de reprise, même si elle n'est pas forcément immédiate.

La santé n'a pas à être liée au chômage, à la conjoncture. La fiscalisation n'est pas la solution, ce serait pire.

(suite page 5)

(suite de la page 4)

S'appuyant sur la crise certains relancent la revendication du MEDEF de fiscalisation. Or la Sécurité Sociale souffre déjà de la chute des rentrées fiscales. Quant à l'Etat son déficit est prévu à 116 mds € en 2010, et il coupe dans tous les services publics, tout en restant encore bien loin des critères du Pacte de stabilité.

La fiscalisation a pour but de baisser encore plus le coût du travail en diminuant les cotisations et creuserait encore plus les déficits – pour le plus grand bonheur des banques qui les financent- .

La crise, le déficit de l'Etat, le déficit de la Sécurité Sociale ont la même origine :

La crise résulte de la baisse des salaires dans la valeur ajoutée, de la dérégulation et de l'hypertrophie financière, de la concurrence dite « libre et non faussée » en Europe et dans le monde entier.

Avec une vraie politique de l'emploi, une vraie politique économique et industrielle, avec le rétablissement de la part des salaires dans la valeur ajoutée, l'élimination ou la même simplement la réduction des exonérations....., on ne parlerait guère de problème budgétaire.

A la place le gouvernement prend prétexte d'un déficit « structurel » pour remettre en cause la Sécurité Sociale, jamais vraiment acceptée par la droite et le patronat.

La dimension européenne

On considère souvent que la santé est hors du champ de la politique de l'UE. Ce n'est pas le cas depuis l'Acte unique (1987).

Traité de Lisbonne : article 153 (ex-article 137 TCE) : « 1. En vue de réaliser les objectifs visés à l'article 151, l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:... **la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs** ».

Stratégie de Lisbonne mars 2000 : « assurer la viabilité à long terme des finances publiques en examinant les différents aspects de la question, y compris l'impact du vieillissement des populations, à la lumière du rapport devant être établi par le Groupe à haut niveau sur la protection sociale ».

Conseil européen de Barcelone : mars 2002 «adopte trois principes fondamentaux pour la **réforme des systèmes de soins de santé..** »

Livre blanc « ensemble pour la santé » (octobre 2007) :« C'est aux États membres qu'incombe **en premier lieu** la responsabilité de la politique de la santé et de la fourniture de soins de santé aux citoyens européens. ...Il existe cependant des domaines dans lesquels les États membres ne peuvent agir seuls efficacement et où une **coopération**

communautaire est indispensable....ainsi que celles liées à la libre circulation des biens, des services et des personnes ».

Directive services (Bolkestein, en cours de transposition discrète) qui, théoriquement, exclut la santé de son champ (mais ne préjuge en rien d'autres textes comme nous avons vu ci dessus).

Implique que les services de comptabilité, de nettoyage, les services de secrétariat et d'administration, la fourniture et la maintenance d'équipements médicaux... des hôpitaux et cliniques sont dans le champ de la concurrence. (d'où les externalisations).

L'aspect budgétaire :

La Commission européenne exerce une pression forte en demandant de revenir dans les 3% de déficit dès 2013, **protection sociale incluse** : sur la base 2010, il y a près de 90 mds € à trouver !

Il y a donc une dimension politique européenne, liée au traité de Lisbonne, et co-décidée par tous les gouvernements, dans les franchises, déremboursements, fermetures ...

Il n'y a pas de fatalité au démantèlement de notre protection sociale. Nous pouvons la préserver et la renforcer : c'est une question de choix politique et de volonté.

Certes, la loi Bachelot – dont nous demandons l'abrogation - a été votée faute d'une mobilisation nationale suffisante, mais des succès interviennent. Par exemple, la maternité de **Valréas** a fermé sous le prétexte classique qu'il n'y avait pas assez d'accouchements pour assurer la qualité des soins. Prétexte, car il n'y avait jamais eu de problème médical. Le tribunal administratif a ordonné la réouverture, sous astreinte, considérant, au contraire, que c'est la fermeture qui entraînait des risques pour les femmes. Il en va de même à **Carhaix**.

La santé n'est pas un coût mais le meilleur investissement.

Résistance Sociale est partie membre du « Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous » qui réunit de nombreux syndicats, associations, partis politiques de gauche.



LANCEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX POUR LE SERVICE PUBLIC

Bonne chance à nos Etats généraux !

Par Marinette BACHE, présidente de Résistance Sociale

Vous trouverez ci-dessous l'intervention de Marinette Bache lors du lancement des Etats Généraux pour le service public, le 17 décembre, au Palais de la Mutualité, à Paris.

J'interviens comme présidente de RESISTANCE SOCIALE, association créée avec l'ambition de faire débattre librement entre eux, des politiques, des syndicalistes des associatifs. Aujourd'hui, et grâce à l'action de nombreux collectifs, cela se fait plus, c'était assez unique lors de notre création.

Dès le départ, nous nous sommes souciés de la question des services publics.

Pourquoi ?

Parce que les services publics, c'est une conception de la société :

- une société qui met au cœur l'EGALITE des citoyens, pour que chacun puisse avoir accès dans les mêmes conditions à des services essentiels : l'école, la santé, les transports, l'énergie,
- une société basée sur la solidarité : entre individus quelle que soit leur situation sociale mais aussi entre générations ou entre territoires,
- une société où l'intérêt général prime sur celui des actionnaires.

Résistance sociale a donc fait le choix de s'engager au sein et aux côtés de la Convergence de défense et de développement des SP.

Défense des services publics

Ils sont attaqués de toutes parts :

- au niveau européen par la confusion avec les SIG, qui sont aux SP ce que la charité est au co-développement,
- ici en France par des privatisations comme les télécoms, l'énergie, la poste, par des fermetures de classes, d'hôpitaux, de bureaux de poste, par la remise en cause de la fonction

publique,
-ici en France aussi à travers la RGPP qui programme une effarante réduction de postes de fonctionnaires.

Défense mais aussi développement car d'autres biens essentiels doivent trouver une gestion publique.

Malgré le matraquage médiatique, nos concitoyens continuent à plébisciter les SP : ils étaient 2 millions 300 mille à participer à la votation citoyenne, ils restent fidèles à EdF, ils se mobilisent pour empêcher les fermetures d'hôpitaux ou de maternités...

Alors oui RESISTANCE SOCIALE est partie prenante du lancement des Etats généraux des services publics.

Parce qu'il nous faut réfléchir ensemble sur de vraies politiques publiques appuyées sur de vrais SP, pour reconquérir des emplois utiles, créateurs de richesses pour tous, répondant aux besoins sociaux et aux contraintes écologiques.

Parce qu'au lieu de casser les SP existants nous devons être capables d'en imaginer de nouveaux pour des choix d'avenir.

Pour nous, ces Etats généraux doivent être le moyen de faire travailler ENSEMBLE tous ceux qui convergent vers la défense de l'intérêt général : les OS à la pointe de ce combat, les élus qui doivent renouer avec le peuple et l'ensemble de nos concitoyens qui savent, ils l'ont démontré, s'impliquer quand on leur demande leur avis.

Alors oui, lançons ces Etats généraux, tournons-nous résolument, tous, vers les citoyens de ce pays pour qu'ils viennent aux côtés de nos organisations pour réussir cette entreprise qui sera déterminante dans la construction d'une société plus juste, plus solidaire.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Le prix du gaz fixé par GDF Suez !

Par Loïc LEGOFF

Cette décision n'a pas fait les gros titres des journaux. Pourtant, elle risque d'avoir des conséquences non négligeables pour des millions de nos compatriotes. En décidant de transférer à GDF Suez le soin de fixer le prix du gaz, nul doute que le

gouvernement a voulu s'ôter une épine du pied : il n'aura plus à assumer l'augmentation des prix. Tant pis si ceux-ci flambent dans le seul intérêt de l'opérateur privé. On imagine mal de toute façon ce dernier décider des baisses. On

croyait pourtant que l'objectif d'un gouvernement était de veiller à ce que prime l'intérêt général. Il nous démontre une fois de plus qu'il ne sait pas ce que c'est.

HAUSSE DU SMIC

COMMUNIQUÉ DE RÉSISTANCE SOCIALE

SMIC : même en période de crise le gouvernement ne fait pas un geste pour les bas salaires !

Le savez-vous ? Le SMIC horaire va augmenter le 1^{er} janvier 2010. Cela aurait pu être une bonne nouvelle sauf que cette augmentation ne sera que de 4 centimes ! Cela ne fait même pas 10 euros de plus par mois !

Pendant ce temps, le bouclier fiscal est reconduit, les salaires des patrons et ministres vont augmenter de manière conséquente, de nouvelles exonérations fiscales sont prévues pour les placements boursiers.

Décidément, dans le pays de Sarkozy, il ne fait pas bon d'être en bas de l'échelle des salaires ! On est loin de la campagne de 2007 où l'actuel Président déclarait vouloir agir pour « ceux qui se lèvent tôt » !

Dans la même veine, rien n'est prévu pour le social dans le « grand emprunt ».

Mais, rassurez-vous nous dit-on, le gouvernement agit contre la crise sociale. Par la privatisation de la Poste ? Par de nouveaux remboursements de médicaments et la hausse du forfait hospitalier ? Par de nouvelles

suppressions de postes dans la fonction publique et notamment l'hôpital et l'éducation nationale ?

Est-ce cela l'action d'un gouvernement soucieux du bien-être de la population ?

Non, évidemment ! Plus que jamais la résistance sociale s'impose. Il est temps de faire comprendre à ce gouvernement autiste que trop c'est trop.

Sarkozy et sa majorité parlementaire n'ont pas été élus pour servir une caste de privilégiés. S'ils ne veulent pas le comprendre, alors ce ne sont pas seulement des états généraux pour le service public qu'il faudra organiser mais des Etats Généraux plus larges pour préparer une nouvelle révolution.

En attendant, Résistance Sociale compte bien en 2010 poursuivre son travail pour la convergence des luttes et l'élaboration collective d'un projet susceptible de mobiliser une majorité de salariés.

ATTENTION, BOLKESTEIN REVIENT !

Bolkestein, cela vous dit forcément quelque chose. On en a, en effet, beaucoup parlé en 2005 au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen. Si le nom de cet ancien commissaire européen n'a finalement pas été accolé à la directive « services », celle-ci a bien été adoptée, après quelques modifications plus ou moins mineures. Elle a pour but de déréglementer l'accès à un large éventail de professions liées au domaine des « services », notion vague qui permet en réalité de toucher à peu près à tout. Cette directive devait être transposée dans le droit interne de tous les pays de l'UE au 31 décembre 2009. Ce ne sera pas le cas même si beaucoup d'entre eux ont déjà pris des mesures en ce sens, parfois en écartant volontairement certains domaines.

En France, depuis plus d'un an, des mesures sont prises, dans le plus grand silence, pour l'appliquer dans toute son étendue. Même les professions gravitant dans le domaine de la santé (pourtant officiellement hors champ de la directive) n'en sont pas exclues, à travers l'externalisation.

Les centres de formalités des entreprises devenus guichets uniques ont vocation à faciliter la création des entreprises de services qui vont bien sûr venir concurrencer les entreprises déjà existantes en France.

On a évoqué l'exemple du plombier polonais. Ce n'est évidemment pas des travailleurs isolés qui constituent le danger mais l'apparition de conglomérats européens qui auraient les moyens d'agir dans plusieurs pays et pourraient imposer

leur volonté, comme c'est le cas pour la grande distribution. A noter d'ailleurs que celle-ci devrait aussi en profiter, puisque le gouvernement a introduit dans la loi de modernisation de l'économie de 2008 un amendement faisant sauter les barrières pour l'installation de nouveaux centres commerciaux.

En pleine crise économique et sociale, on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement freine au contraire l'application de la directive, voire agisse auprès de ses partenaires européens pour l'abandonner. Mais non.

La mise en œuvre de la concurrence libre et non faussée n'est-elle pas le crédo de Sarkozy ? Tant pis pour les dégâts sociaux !

Yves LAOT

COUP DE GUEULE

L'UMP, l'île enchantée

Par Benoît RIVILLON

« Voici venu le temps des rires et des chants, dans l'île aux enfants c'est tous les jours le printemps... » Tout le monde se souvient de la chanson du générique de Casimir.

Des ministres en exercice se prêtant au jeu du lip-dub (play-back, ce n'est pas leur voix qu'on entend) dans une chanson aux paroles d'une niaiserie affligeante, en viennent à se moquer de la fonction qu'ils sont censés incarner. Je ne l'aurais jamais cru. Ils perdent de leur superbe et ça fait jeune ! Je n'en appellerais pas aux grands noms de l'histoire politique, ce serait pompeux et cette vidéo, digne de l'état où se trouve la politique à droite, ne mériterait pas cet excès d'honneur. Mais il faut avouer qu'il y a de prestigieuses personnalités, même à droite, qui doivent se retourner dans leur tombe. Et d'autres bien vivants, qui doivent apprécier très moyennement cette pantalonnade, dont la joyeuse bande d'histrions s'appelle Mmes et MM. Péresse, Bertrand, Wauquiez, Raffarin, et même Lagarde !...

On ne rêve pas : voilà la dictature de l'image, l'apogée de la démagogie, la folie du marketing politique.

Faut-il que le sens commun du respect des valeurs de la nation soit tombé bien bas ?

Le spectacle démagogique d'une droite convertie à la pub, au show berlusconien, est triste à voir lorsqu'on croit à certaines valeurs en démocratie. La droite française, enfin !... ça laisse songeur.

L'abrutissement du peuple aurait donc atteint ce point supposé de non-retour que les membres de l'exécutif ne craignent pas le ridicule ? Montrez cette vidéo à l'étranger, et vous verrez les réactions de tristesse qui s'empareront de tous ceux qui avaient de la France une autre image.

D'autant que ce que nous dit l'image, justement , c'est : "on danse au soleil".

Voilà, on y est ! On nous enchante, on nous endort. On est en pleine Narkozie. Allez les jeunes, on y croit ! Au même moment où le monde traverse une crise dont les effets sur la production sont réels, que des usines ferment, que des concitoyens cherchent à se loger, que la France bat le record de chômage des jeunes de moins de 25 ans et ce depuis des dizaines d'années ! Un peu de dignité.

Cette séquence bon enfant fera date. Elle est l'image parfaite de la chanson que nous chante le gouvernement : comme les jeunes UMP, heureux de militer, il dit qu'il "va changer le monde", alors que tout dans ses dispositions montre qu'il est dans sa continuité, dans son invariabilité pour ne pas dire quelquefois son immuabilité.

Si la droite "changeait le monde", elle commencerait par se rassembler et exiger que l'Europe industrielle se remette à fonctionner, elle serait pour une meilleure répartition de la richesse, un relèvement de la valeur du Smic, un égal accès aux services régaliens de la santé, de l'éducation, ou ne serait-ce qu'une fiscalité plus progressive par exemple, non ? Peut-être même que le Ministère de la Culture offrira bientôt une bourse à son génial réalisateur, allouée par son génial Ministre du show-biz...

Mais au fond, ça n'est pas si étonnant. Lorsqu'on a un chef de file, Nicolas Sarkozy, qui bouscule les institutions en permanence, qui ne craint pas de discourir en plein meeting électoral de l'UMP alors qu'il est en fonction présidentielle, ... que le premier déplacement a été sur un yacht après avoir dîné au Fouquet's, on ne doit pas être surpris qu'il ait laissé une telle marque de fabrique. Le Président doit donner une direction, non ?...

(extrait du blog de Benoît Rivillon (<http://myvox-brisefer.blogspot.com>) avec l'autorisation de l'auteur).

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)